

Saidou Garba Bachir  
Patrick Kulesza



Les peuples autochtones du Niger sont les *Touareg*, les *Peuls* et les *Toubou*, tous des pasteurs transhumants. La population totale du Niger était estimée à 14 693 110 en 2009. 8,5% de la population, soit 1 248 914, étaient des *Peuls*, 8,3% ou 1 219 528 étaient des *Touareg*, et 1,5% de la population, soit 220 397, étaient des *Toubous*.

Les *Peuls* peuvent être subdivisés en *Tolèbé*, *Gorgabé*, *Djelgobé* et *Bororo*. Ce sont principalement des éleveurs de bovins et de moutons, bien que certains d'entre eux se soient convertis à l'agriculture depuis qu'ils ont perdu leur bétail pendant les sécheresses.

Les *Touareg* élèvent des chameaux et des chèvres et vivent dans le nord (Agadez et Tahoua) et l'ouest (Tillabéry) du pays.

Les *Toubous* sont des éleveurs de chameaux qui vivent dans l'est du pays autour de Tesker (Zinder), N'guigmi (Diffa) et le long de la frontière avec la Libye (Bilma).

La Constitution de juin 2010 ne mentionne pas explicitement l'existence des peuples autochtones au Niger. Les *Touareg*, les *Peuls* et les *Toubous* ne sont pas considérés comme une minorité ou des communautés marginalisées mais, au contraire, traités comme toutes les autres communautés du pays en dépit des problèmes associés à leur mode de vie nomade.<sup>1</sup>

Les droits des pasteurs sont énoncés dans le Code pastoral, adopté en 2010.

Plus important encore, ce Code comprend une reconnaissance explicite de la mobilité en tant que droit fondamental, ainsi qu'une interdiction de privatiser les pâturages, qui constitue une menace pour cette mobilité.

Un autre élément important du Code pastoral est la reconnaissance des droits d'utilisation prioritaires dans leurs patries pastorales (terroirs d'attache). Le Niger n'a pas signé la Convention 169 de l'OIT mais a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

## **Changement climatique**

En Janvier 2019, Mr Peter Maurer, le Président du Comité international de la Croix Rouge (CICR), a effectué une visite de huit jours au Sahel (Mali et Niger). A son retour a Genève il a déclaré :

*les effets du changement climatique exacerbent les conflits intercommunautaires au Mali comme au Niger, ce qui se traduit par une aggravation de la pauvreté, un affaiblissement des services publics et un bouleversement des moyens de survie traditionnels. Les tensions qui opposent depuis toujours les communautés d'éleveurs aux agriculteurs s'intensifient à cause du changement climatique, alors que les terres exploitables disponibles se réduisent et que les sources d'eau sont de moins en moins fiables. Le changement climatique complique encore la situation dans cette région où le sous-développement, la pauvreté endémique, la criminalité généralisée et la violence exposent déjà la population à d'immenses risques.*

Les températures augmentent 1,5 fois plus vite au Sahel que dans le reste du monde. Les précipitations sont irrégulières et les saisons des pluies de plus en plus courtes. Selon les estimations de l'ONU, environ 80 % des terres agricoles du Sahel sont dégradées alors même que quelque 50 millions de personnes dépendantes de l'élevage se disputent le territoire.

## **La question foncière et gestion des ressources naturelles**

Le 21 mars 2019, s'est tenu à Niamey un atelier de lancement du processus de formulation de la politique foncière rurale au Niger. L'atelier organisé par le Secrétariat Permanent du Code Rural avec l'appui technique et financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), visait de façon générale à lancer le processus de formulation de la politique foncière.<sup>3</sup>

L'atelier a fait suite à l'engagement pris en juin 2018 de l'élaboration d'une politique foncière rurale, par le Gouvernement du Niger soutenu par le FAO.

Cette politique projette le lancement de sa mise en œuvre en 2020. Elle a pour objectif :

- 1/ le maintien du statut et de la vocation de la zone pastorale,
- 2/ la mise en place d'un Comité interministériel chargé de réviser et d'harmoniser tous les textes régissant le foncier rural,
- 3/ l'accroissement de l'inscription budgétaire de l'Etat pour une meilleure prise en charge des questions foncières,
- 4/ l'opérationnalisation des tribunaux du foncier rural, 5/ la création d'un Observatoire national multi acteurs sur le foncier rural, 6/ l'appui technique et financier du processus de formulation et de mise en œuvre de la politique foncière rurale.<sup>4</sup>

Le 3 aout 2019, le réseau Billital Maroobe , a tenue à Dosso d'un atelier de renforcement des capacités des magistrats des régions de Dosso et Tillabéri sur la problématique du droit foncier pastoral au Niger.

Du 12 au 14 novembre 2019, une Conférence internationale s'est tenu à Niamey sur le thème : « Prévention et gestion des conflits liés à la gouvernance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : défis et opportunités ». Cette conférence a été organisée par le Service civil pour la paix et le projet Frexus, tous deux mis en œuvre par la GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH*) avec pour objectif d'informer et de créer des synergies entre les différents acteurs d'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs, en partageant leurs capacités dans la prévention, la réduction et la transformation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles.<sup>6</sup>

En novembre 2019 : le Réseau Billital Maroobe a diffusé son Bulletin sur la situation pastorale au Sahel.

Pour le Niger, il signale :

- Un déficit de fourrage dans la zone pastorale du nord du Niger;
- Une persistance, voire aggravation, de l'insécurité et des difficultés d'accès aux ressources naturelles dans la zone des 3 frontières (Sahel et Est du Burkina Faso, Gao au Mali, Tillabéry au Niger), et dans la zone transfrontalière Mali-Niger.
- De manière générale, les troupeaux n'ont pas encore entamé la transhumance transfrontalière et se trouvent sur les terroirs d'attache;
- Les Prix du marché sont globalement satisfaisants, stables ou en hausse pour le bétail et en baisse pour les céréales, d'où des termes de l'échange favorable aux éleveurs.<sup>7</sup>

## La question des réfugiés

Le 12 septembre 2019, la Banque mondiale a approuvé une aide de 80 millions de dollars au Niger en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil. Le Niger compte actuellement sur son territoire plus de 280 000 personnes déplacées par des conflits, dont près de 158 000 réfugiés, 109 000 déplacés internes et 16 000 Nigériens qui ont quitté le Nigéria pour échapper au groupe Boko Haram. Le Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCE) a pour objectif d'aider le Niger à améliorer l'accès aux services de base et aux débouchés économiques des réfugiés et des communautés hôtes dans 15 communes des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéry, et d'apporter un soutien institutionnel aux autorités locales, régionales et centrales de ces trois régions et celle d'Agadez.<sup>5</sup>

## Notes et références

1. [https://www.iwgia.org/images/publications//ACHPR\\_Niger\\_FRE.pdf](https://www.iwgia.org/images/publications//ACHPR_Niger_FRE.pdf) page14
2. <https://www.icrc.org/fr/document/mali-niger-changement-climatique-et-conflits-forment-un-cocktail-explosif-au-sahel-0>
3. <https://landportal.org/node/85445>
4. <http://www.fao.org/niger/actualites/detail-events/en/c/1142165/>
5. <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2018/09/13/niger-world-bank-approves-80-million-to-support-refugees-and-host-communities>
6. <https://www.water-energy-food.org/news/conference-prevention-et-gestion-des-conflits-lies-a-la-gouvernance-des-ressources-naturelles-en-afrique-de-l-ouest-defis-et-perspectives/>
7. <http://www.maroobe.com/index.php/acceuil/historique/8-marooobe/50-bulletin-de-veille-novembre-2019>

**Saidou Garba Bachir** est journaliste et reporter photo avec une expertise sur le développement, le genre, la jeunesse et la sécurité alimentaire. Il est coordinateur de la communication et de la mobilisation pour l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN).

**Patrick Kulesza**, est Président exécutif du GITPA. Il dirige depuis juin 2019, la conception d'un ouvrage de la Collection Questions autochtones du GITPA sur « *Le devenir des pasteurs nomades et transhumants peuls au Sahel et Afrique centrale* »